

# LES inspirations **ÉCO** AFRIQUE

**ASSURANCE**

## Une bataille maroco-sud africaine se prépare



### CAHIER DE L'INTÉGRATION

Management public, les «cracks» et «cancres» du continent

P. 22-23

### ANALYSE

IDE, le continent confirme son attractivité

P. 24

### LE MARCHÉ DE LA SEMAINE

Au Tchad, le pétrole est toujours roi

P. 26

### VUE DU CAMEROUN

Mouvement de grève à la Société générale

P. 27





BILLET

Safall Fall  
s.fall@leseco.ma

## Fragilités

Une stratégie pour les économies «fragiles», c'est la dernière trouvaille de la Banque africaine de développement pour soutenir les économies à faibles revenus. Cette feuille de route vise à «remédier à la fragilité et renforcer la résilience en Afrique (2014-2019)». Elle a également pour ambition de placer la BAD au centre des initiatives en Afrique pour arriver à bout de la fragilité et de faciliter un cadre de développement plus résilient et plus inclusif. S'il est certain que le continent est sur une dynamique économique très enthousiaste, certaines économies ont besoin d'un véritable coup de pouce. Il faut savoir que les risques que d'importantes pressions freinent cet élan économique du continent demeurent importants. Les défis d'exclusion et de pauvreté, le chômage, le changement climatique et une mauvaise gestion des ressources naturelles, demeurent également entiers. Quant à la stratégie de la BAD, l'institution prend ainsi ses responsabilités et appelle au renforcement de son rôle de leader dans ce contexte et à la mobilisation des efforts régionaux et internationaux pour relever les défis du développement que pose la fragilité. «Compte tenu des risques élevés de débâcle institutionnelle, d'effondrement du tissu social ou de conflit violent que pose la fragilité, la BAD reconnaît que la fragilité ignore les frontières des États», note-t-on dans un communiqué de presse de l'institution. La banque compte également renforcer son engagement dans quatre régions qui sont particulièrement à risque : la Corne de l'Afrique, le Sahel, l'Union du fleuve Mano et la région des grands lacs et d'Afrique centrale.

## Protocoles de dons entre la Côte d'Ivoire et la BAD

Le groupe de la Banque africaine de développement (BAD) et l'État ivoirien ont procédé le 25 juin dernier, à Abidjan, à la signature de protocoles de dons relatifs au Programme d'appui au renforcement de l'inclusion et de la cohésion sociale (PARICS). Ces dons sont d'une valeur de 46,17 MUSD, dont 42,254 MUSD issus des ressources de la Facilité en faveur des États fragiles (FEF), et 3,71 millions du Fonds africain de développement (FAD). Ils visent à soutenir les réformes et les actions du gouvernement ivoirien en matière d'inclusion sociale et économique des ex-combattants et jeunes à risques. Ce programme apporte également une contribution à la stratégie du gouvernement en matière de sécurisation du foncier rural pour prévenir les conflits intercommunautaires. Il contribuera également à la prise en charge psychomédicale des victimes de la guerre et des violences faites aux femmes.

## La Banque mondiale prête 495 MUSD au Nigéria

La Banque mondiale a approuvé un prêt de 495,3 millions de dollars pour soutenir le secteur de l'agriculture dans le nord du Nigeria. Ce prêt permettra notamment d'améliorer l'accès des agriculteurs à l'irrigation et aux services de drainage, a expliqué l'institution de Bretton Woods dans un communiqué. Il servira aussi à renforcer les mécanismes institutionnels dans le domaine de la gestion des ressources intégrées en eau et à améliorer la prestation de services agricoles. Ces projets devraient être réalisés à travers le programme intitulé : «Transformer la gestion de l'irrigation au Nigeria, (Triming)» lancé par la Banque mondiale. «Triming permettra d'améliorer l'irrigation existante sur 27.000 hectares, d'irriguer 23.000 hectares supplémentaires et bénéficiera à plus de



## Clôture des travaux de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'UA

Les travaux de la 23e session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine (UA) ont été clôturés vendredi dernier à Malabo, en Guinée équatoriale. Les enjeux de l'agriculture et de la sécurité alimentaire étaient au menu des échanges entre les dirigeants du continent. Les questions relatives à la paix et à la sécurité sur le continent ont également été examinées.

140.000 agriculteurs», souligne la Banque mondiale.

## Rothschild choisit l'Afrique

Le groupe suisse spécialisé dans la banque privée Edmond de Rothschild a levé 530 MUSD pour son premier fonds dédié à l'Afrique, selon l'agence Ecofin qui cite le quotidien britannique Financial Times. Ce nouveau fonds sera géré par Amethis Finance, une société détenue majoritairement par Edmond de Rothschild, a-t-on ajouté de même source. Le groupe bancaire suisse a levé ces fonds avec le concours des deux firmes de private equity, en l'occurrence l'américain Carlyle Group LP et le dubaïote Abraaj Group. Edmond de Rothschild est présent dans les principaux centres financiers internationaux. Elle se consacre exclusivement à la gestion de patrimoine pour une clientèle privée et institutionnelle. La banque cotée à la Bourse électronique suisse

(SWX Swiss Exchange) fait partie du groupe Edmond de Rothschild.

## ICA-RE sur un trend positif

ICA-RE, la compagnie commune de réassurance des États membres de la Conférence interafricaine des marchés d'assurances (CIMA), a annoncé, le 26 juin, un bénéfice net de 2,1 milliards de FCFA en 2013, contre 1,4 milliard de FCFA en 2012, de source de presse. «Le bénéfice net dégagé de l'année écoulée est le fruit d'une politique rigoureuse de souscription et des effets induits des mesures d'assainissement des marchés de la zone CIMA», a déclaré le président du conseil d'administration de la compagnie, James Redombo. CICA-RE, dont le capital s'élève à 20 milliards de FCFA, regroupe 12 États : la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Burkina Faso, le Tchad, le Congo, le Cameroun, le Sénégal, le Togo, le Bénin, le Mali, le Niger, la République Centrafricaine.

## AGENDA

### 9<sup>e</sup> Forum sur le développement en Afrique (12-16 octobre 2014 à Marrakech)



Le neuvième Forum sur le développement en Afrique (ADF-9) sera placé sous le thème «Les modes de financement novateurs pour la transformation de l'Afrique». La rencontre se veut une plateforme de premier plan pour participer à plus de débats ciblés et approfondis sur les questions relatives aux mécanismes de financement novateurs.

### Conférence économique africaine 2014 (1<sup>er</sup>-3 novembre à Abidjan)



Pour sa 9<sup>e</sup> édition, la capitale ivoirienne accueille la Conférence économique africaine, sur le thème «Savoir et innovation pour la transformation de l'Afrique». L'évènement offrira une voie unique aux chercheurs, décideurs et praticiens du développement de l'Afrique et d'ailleurs pour débattre des besoins en infrastructures immatérielles de l'Afrique.

## Assurance

# Une bataille maroco-sud africaine se prépare

● Le groupe marocain Saham et le Sud-africain, Sanlam, ont fait en même temps leur entrée sur le marché rwandais. Le premier acquiert 66% de Corar-AG Ltd, là où le second prend le contrôle de Soras Group Limited.

Is n'ont pas que la phonétique et le secteur d'activités en commun. Les deux géants de l'assurance convoitent, aussi, le même marché en y faisant, quasiment dans la même semaine, leur première entrée. Il n'aura fallu en effet que quelques jours à Sanlam, l'un des leaders sud-africains de l'assurance, pour emboîter le pas au groupe Saham sur le marché rwandais. Le premier a opéré sa pénétration via sa filiale dédiée aux marchés émergents Sanlam Emerging Markets - en prenant acquisition de 63% de participations dans le capital de la compagnie rwandaise Soras Group Limited. Coût de l'opération : quelque 24 millions de dollars. L'enjeu est important : Soras Group Ltd est présentée comme la plus grande compagnie d'assurance-vie et non-vie du marché rwandais. Si l'aspect stratégique de l'opération est évident, elle semble intervenir en réaction, par hasard du calendrier sans doute, à l'offensive menée par un autre groupe aux ambitions tout aussi panafricanistes, qui semble vouloir marcher sur les platebandes des



● Pour Saham, il s'agit de renforcer sa position sur le continent.

compagnies sud-africaines. Saham Finances, en l'occurrence, concluait également de son côté, quelques jours auparavant, le deal qui va marquer son entrée sur le marché local. L'opération portait effectivement sur le rachat de 66% de parts dans le capital d'une autre enseigne de la place, non moins importante : Corar-AG

Ltd. Troisième plus importante compagnie du pays avec 17% de parts de marché, la société est désormais dans le giron du marocain, qui réussit sa première entrée sur le marché rwandais. On parle là d'un total de primes émises estimées à pas moins de 10 millions dollars US, dont 75% en Non-Vie et 25% en Vie.

● ● ●  
**Si les méthodes se ressemblent, les enjeux diffèrent.**

### Enjeux

Si les méthodes se ressemblent, les objectifs derrière ces deux grosses opérations sont bien différents. Pour Saham, l'enjeu est à la consolidation progressive d'un positionnement panafricain entamé depuis la prise de contrôle du groupe Colina. L'enseigne est aujourd'hui présente, sous sa nouvelle identité visuelle récemment en refonte, sur une vingtaine de marchés du continent, principalement sur le segment de l'assurance non-vie. Au Rwanda, Saham compte s'attaquer aux deux créneaux de Vie et Non-Vie. Chez le sud-africain Sanlam, c'est une question d'amour propre. La compagnie d'assurance est déjà présente dans plus d'une dizaine de pays dans le continent, majoritairement de la région d'Afrique australe et de l'Est (Botswana, Namibie, Malawi, Kenya, Tanzanie, Zambie, Ghana, Nigeria, Ouganda, Swaziland, Rwanda). La région est son terrain d'influence. Son entrée sur le marché rwandais n'est que le prolongement logique de sa stratégie dont l'objectif est d'ériger un champion régional, avant de s'attaquer à terme au reste du continent. Il reste que le marché rwandais est parmi les plus attractifs du continent. Le potentiel d'investissement est énorme, avec un taux de pénétration de l'assurance qui ne dépasse pas 1%. Il y a de la place pour tout le monde... ●

## Attijariwafa bank

partenaire de votre dossier Afrique



التجاري وفا بنك  
 Attijariwafa bank



# CAHIER DE L'INTÉGRATION

## Management public

# Les «cracks» et «cancres» du continent

● En matière de management public, le continent est encore loin d'être sans reproches. Cependant, dans la nouvelle dynamique africaine, quelques avancées sont réussies ici et là, certains pays étant plus portés que d'autres vers des réformes en profondeur. Selon le dernier rapport de la Banque mondiale dédiée à l'évolution des politiques publiques en Afrique, «20% des pays du continent ont amélioré leur environnement en 2013», dans le but de soutenir leur dynamique économique. «La gestion et les institutions du secteur public» - Cluster D - est parmi les quatre principaux groupes d'indicateurs qui servent à apprécier les évolutions des économies africaines dans le domaine des politiques publiques.



### LES CRACKS

#### Les Comores :

Ce pays de l'autre extrême du continent a affiché les meilleures avancées en termes de gestion du secteur public et de qualité des institutions. Le rétablissement de la stabilité politique et institutionnelle y a beaucoup aidé, favorisant un nouveau départ économique au pays et renouvelant la confiance des institutions internationales d'aide au développement. En effet, la maîtrise des dépenses publiques, grâce à une politique publique améliorée, a permis la conclusion de la sixième et dernière revue de programme de la FEC du FMI, approuvée le 13 décembre 2013. La conjugaison de tous ces facteurs a produit des effets très positifs

sur la dynamique économique du pays. Le pays a en effet pu renouer avec la croissance en 2011, 2012 et 2013, avec une moyenne annuelle de 3% et une perspective favorable pour 2014. L'emploi et la création de revenus aux populations les plus vulnérables demeurent des défis structurels.

#### Côte d'Ivoire :

Au lendemain de la crise postélectorale (décembre 2010 - avril 2011), le géant ouest-africain n'a pas tardé à remettre ses institutions politiques sur pied, ce qui lui permet de gagner quelques points de score sur ce classement de la Banque mondiale. Le pays a également mis en place une nouvelle politique de gestion publique portée par de nombreuses réformes en cours, visant

notamment à l'amélioration du climat global des affaires. C'est le cas plus particulièrement dans le renforcement des secteurs du cacao et de l'énergie, deux piliers de l'économie du pays qui souffraient d'une mauvaise gouvernance. Plus récemment, des avancées ont été enregistrées dans la préparation d'un plan pour la régularisation des arriérés intérieurs et dans l'élaboration d'un nouveau Code de l'électricité et de stratégies de restructuration des banques publiques et d'endettement à moyen terme.

#### Éthiopie :

Cette économie de la Corne de l'Afrique affiche également des progrès significatifs dans le domaine de la gestion et des institutions publiques. Là aussi, c'est

●●●  
**Maîtrise des dépenses publiques, création d'emploi, réforme de l'administration... les atouts des pays classés bons élèves.**

dans la macroéconomie globale que l'on situe les principales avancées du pays en matière de politique publique. Le gouvernement s'est en effet récemment lancé sur une vision libérale qui a mené à l'ouverture économique. Les secteurs d'activités les plus concernés sont l'exploitation agricole, l'extraction minière, la fabrication de certains biens de consommation courante, la télécommunication et le textile. Tout n'est cependant pas rose. La régulation contraignante qui vise à diriger l'épargne domestique vers le financement des besoins publics pèse sur les banques privées et limite l'investissement. Cette situation aurait eu pour conséquence des problèmes de liquidités et d'obtention de devises étrangères.

#### Kenya :

C'est l'un des modèles africains les plus aboutis en matière de gestion et de politiques publiques. Après avoir frôlé la guerre civile en 2007, les dernières élections présidentielles qui ont eu lieu dans ce pays ont permis à l'État de renforcer ses institutions et de mener une nouvelle politique axée sur l'attractivité économique du pays. L'idée a très bien marché puisque le pays est aujourd'hui parmi les mieux investis du continent par les capitaux étrangers. Du côté des indicateurs macroéconomiques, le pays affiche aujourd'hui un déficit budgétaire qui s'est avéré élevé en 2013 du fait de l'augmentation récurrente des salaires et des investissements en infrastructures, mais devrait diminuer en 2014 suite à l'harmonisation de la TVA opérée en 2013 et à l'am-

bitieuse réforme fiscale prévue pour 2014 (hausse de la taxe sur les revenus du capital).

### Mauritanie :

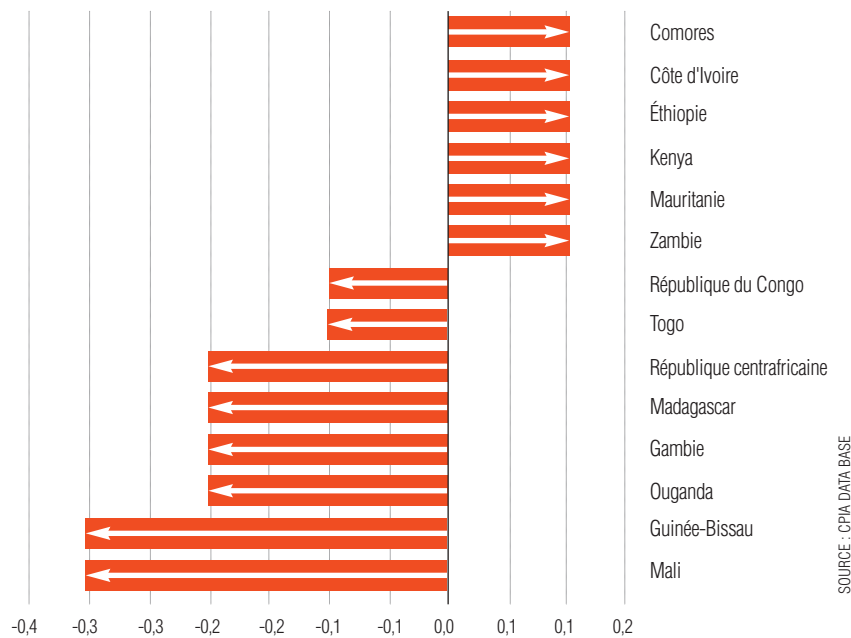
Dans ce pays, la dynamique économique semble être la résultante directe de nombreuses réformes de politique publique engagées par l'État. Cela a d'ailleurs valu à Mohamed Ould Abdel Aziz de se voir renforcer le pouvoir suite aux dernières élections présidentielles. 2013 a été particulièrement marquée par l'exécution satisfaisante du programme triennal appuyé par la facilité élargie de crédit (FEC), qui s'est achevée en juin 2013. Les autorités nationales ont respecté la quasi-totalité des critères quantitatifs de réalisation. Les réserves officielles ont atteint l'équivalent de 7,3 mois d'importations fin 2013. En plus d'une bonne performance budgétaire, la stabilité macroéconomique a été soutenue par une politique monétaire prudente visant à résorber les pressions inflationnistes résultant de la surliquidité bancaire.

### LES CANCRES

#### RDC :

Malgré une rationalisation des politiques macroéconomiques du pays, la RDC a connu quelques dégradations en matière de gestion publique et de qualité des institutions publiques, selon le dernier rapport de la Banque mondiale. Cela a eu des impacts directs sur la situation macroéconomique du pays. Les indicateurs macroéconomiques du pays restent toutefois au vert, en dépit d'une situation sociale qui demeure préoccupante par l'absence d'une vision politique efficace. Le marché du travail reste très exigu et les salaires réels n'augmentent pas. Il faut savoir que l'économie congolaise est restée vigoureuse en 2013 avec une croissance de 8,1% (contre 7,2% en 2012). Les performances des industries extractives, mais aussi des secteurs du commerce, de la construction et de l'agriculture en sont les principaux facteurs.

### ÉVOLUTIONS DES SCORES CUMULÉS POUR LA GESTION ET INSTITUTIONS PUBLIQUES EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE (2012)



#### Togo :

L'environnement des affaires et la gouvernance demeurent des défis structurels dans ce pays d'Afrique de l'Ouest. La corruption semble être un mal endémique, rajoutée aux lourdeurs des procédures administratives qui pèsent beaucoup sur la dynamique économique du pays. Le défaut de transparence dans la gestion des affaires publiques reste également un important défi, comme en témoigne l'opacité concernant des appels d'offres dans l'exploitation minière. En dépit d'un tableau aussi sombre, les perspectives économiques du pays sont favorables. La poursuite des programmes d'investissements publics, combinée à la relance des filières du coton et des phosphates, devraient soutenir la croissance, projetée à 6% en 2014 et 6,3% en 2015. En 2013, le taux de croissance, estimé à 5,6% en 2013, s'explique par les performances du secteur primaire, notamment dans le coton et les cultures vivrières et celles du secteur tertiaire : commerce, transport et entreposage, communications.

#### RCA :

L'instabilité politique est encore une réalité dans ce pays d'Afrique centrale. La République centrafricaine (RCA) connaît la plus grave

crise de son histoire, depuis que le régime de François Bozizé (au pouvoir depuis 2003) a été renversé, le 24 mars 2013, par une rébellion formée de plusieurs groupes armés. Après des tractations ratées pour une transition politique, les événements ont très vite tourné en violences intercommunautaires - entre musulmans et chrétiens - à l'échelle nationale. Les interventions successives d'une force africaine de 3.500 hommes, la Mission internationale de soutien à la Centrafrique (Misca) et française (opération Sangaris), ont fini par un borborygme inextricable. Cette situation a fini par mettre le pays à genou, économiquement. La paralysie des institutions publiques a en effet d'importantes conséquences sur la dynamique économique du pays.

#### Madagascar :

La population malgache a participé pour la première fois à la vie politique depuis 4 ans, avec la tenue des élections présidentielles en octobre 2013. Même si les institutions publiques ont repris leur bonne marche, le retour à la stabilité politique demeure incertain de l'avis de plusieurs observateurs. Là aussi, en effet, l'instabilité politique que traverse le pays depuis 2009 est venue remettre en cause tous les acquis de gouvernance. Cela a

fini par affecter négativement les avancées des résultats économiques et sociales du pays. Bien qu'en amélioration sur les 1,9% enregistrés en 2012, avec 2,6%, la croissance en 2013 est restée faible si on la compare à la croissance démographique (2,8%) et à la croissance économique moyenne de l'Afrique subsaharienne estimée à 5,1% par le Fonds monétaire international (FMI). La stabilité macroéconomique a été préservée au prix d'ajustements budgétaires drastiques ayant affecté à la fois la capacité de l'État à assurer les services de base et la relance économique.

#### Gambie :

Si ce pays anglophone figure dans la liste des mauvais élèves, c'est notamment dû à l'incohérence des politiques macroéconomiques mises en place par l'État. Cela a d'ailleurs considérablement porté atteinte au marché de change gambien et engendré des déséquilibres budgétaires aggravant la vulnérabilité du pays aux chocs extérieurs. Selon plusieurs observa-

**L'environnement des affaires et de la gouvernance restent des défis structurels dans de nombreux pays.**

teurs pour améliorer sa gouvernance économique, en l'occurrence, le gouvernement doit maîtriser les emprunts intérieurs et offrir un cadre macroéconomique cohérent et approprié s'il veut stabiliser l'économie et rétablir la confiance du marché, ce qui lui permettrait de diminuer le risque d'éviction de l'activité du secteur privé et de se dégager une marge de manœuvre pour les dépenses de développement. Il devrait s'efforcer de maintenir un taux de change flexible et de durcir ses politiques monétaires et budgétaires afin de garantir la stabilité et de préserver des niveaux de réserves étrangères adéquats.



# IDE

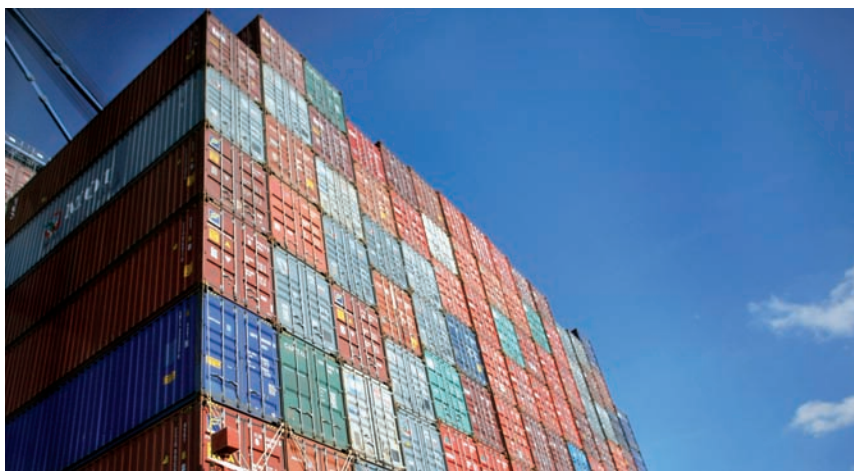
## Le continent confirme son attractivité

● Les flux d'IDE opérés sur le continent ont augmenté de 4%, représentant un cumul de 57 milliards de dollars en 2013. Des disparités d'attractivité persistent : en Afrique du Nord, les flux d'IDE ont baissé de 7%, tandis que l'Afrique australe et de l'Est tirent leur épingle du jeu.

**S'**il y a une région du monde où il semble encore faire bon investir, ce serait bien celle dans laquelle nous nous trouvons. Selon les dernières actualisations du World Investment Report, publié traditionnellement par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et du développement (CNUCED), l'Afrique maintient son attractivité des flux d'investissement extérieurs. Les entrées opérées sur le continent ont en effet augmenté de 4%, représentant un cumul de 57 milliards de dollars en 2013. Les auteurs du rapport justifient cette hausse principalement par «les investissements internationaux et régionaux visant à tirer parti de nouveaux débouchés ainsi que par les investissements dans les infrastructures». Le fait est que la forte croissance économique et démographique que connaît l'Afrique est un véritable aimant aux capitaux étrangers. Cette situation continue d'y attirer les investisseurs à la recherche de nouveaux débouchés commerciaux dans les secteurs des biens de consommation. Dans ce tableau global, une tendance très positive se développe de plus en plus. «Les investissements intra-régionaux sont en hausse, la majeure partie des sorties d'IDE étant destinées à d'autres pays du continent. Cette dynamique ouvre la voie à une intégration régionale fondée sur l'investissement», peut-on relever dans le communiqué de presse de l'organisme onusien.

### Des moins attractifs...

La répartition régionale de ces investissements n'est cependant pas homogène. En Afrique du



● De 2009 à 2013, 18% des annonces d'investissements étrangers de création de capacités provenaient de pays africains, contre moins de 10% pendant la période 2003-2008.

Nord, par exemple, les flux d'IDE ont baissé de 7% à fin 2013, allant à contre-pied de la moyenne continentale, pour un total de 15,5 milliards de dollars. «Dans l'ensemble, l'IDE dans la région reste cependant relativement fort, et les investisseurs semblent disposés à y revenir. En Égypte, le montant des IDE – 5,6 milliards de dollars – a diminué de 19% mais demeure le plus élevé en Afrique du Nord», détaille-t-on auprès des auteurs du rapport. La plupart des pays voi-

sins ont enregistré une hausse des investissements étrangers. Le Maroc et le Soudan ont tous deux réussi à attirer plus de 3 milliards de dollars d'investissement. Un peu plus au Sud, en Afrique de l'Ouest plus précisément, les chiffres sont aussi en recul. Les flux d'IDE se sont établis à un peu plus de 14 milliards de dollars, ce qui représente une baisse de 14%. Cette situation est expliquée notamment par «la diminution des IDE au Nigeria», la première économie afri-

caine. «Ayant commencé à produire du pétrole en 2013, le Ghana, le Gabon et la Côte d'Ivoire ont en revanche reçu des investissements considérables de la part de sociétés transnationales (STN) étrangères. L'Afrique centrale a accueilli 8,2 milliards de dollars d'IDE, en recul de 18% par rapport à l'année précédente», poursuit-on dans le même rapport.

### ... aux plus attractifs

Les régions du continent les plus attractives en 2013 ont finalement été l'Afrique de l'Est et australe. Pour cette dernière zone, les flux d'investissements en provenance de l'étranger ont quasiment doublé pour atteindre 13 milliards de dollars. Le niveau exceptionnel des investissements opérés en Afrique du Sud et au Mozambique, sont les principaux facteurs de cette hausse. «Dans ces deux pays, cela est attribuable avant tout à l'investissement dans les infrastructures. Au Mozambique, l'investissement dans le secteur du gaz a également joué un rôle», notent les économistes de la CNUCED. En Afrique de l'Est, les IDE ont progressé de 15% pour atteindre 6,2 milliards de dollars en 2013, tirés principalement par la hausse des entrées d'IDE au Kenya et en Éthiopie. «Le Kenya est en train de devenir un centre d'affaires privilégié, non seulement pour la prospection pétrolière et gazière dans la sous-région, mais également en matière de production industrielle et de services de transport», commente-t-on auprès de l'agence onusienne. Quant à l'Éthiopie, le pays est sur une stratégie industrielle attractive qui vise à attirer des capitaux asiatiques pour développer son secteur manufacturier. ●

● ● ●  
**Le Maroc et le Soudan ont tous deux réussi à attirer plus de 3 milliards de dollars d'investissement.**

## L'intra-Afrique gagne en dynamisme

**Note positive : les capitaux circulent de mieux en mieux à l'intérieur même du continent. Les flux d'investissements intra-africains ont en effet progressé, notamment du fait des STN établies en Afrique du Sud, au Kenya et au Nigeria. De 2009 à 2013, 18% des annonces d'investissements étrangers de création de capacités provenaient de pays africains, contre moins de 10% pendant la période 2003-2008. Pour de nombreux petits pays africains –notamment des pays sans littoral et des pays n'exportant pas de pétrole– l'IDE intra-régional est une source importante de capital étranger. Les projets intra-africains sont principalement concentrés dans le secteur manufacturier et le secteur des services. L'investissement intra-régional est susceptible de contribuer au développement des chaînes de valeur régionales. Bien que l'augmentation des IDE intra-africains soit conforme aux objectifs des dirigeants visant à approfondir l'intégration régionale, on constate que, dans les groupements sous-régionaux, les investissements provenant des autres pays membres du même groupement ne représentent qu'une petite proportion de l'IDE intra-africain, à l'exception de deux communautés économiques régionales: la Communauté d'Afrique de l'Est (environ la moitié), et la Communauté de développement de l'Afrique australe (plus de 90%).**

# EN KIOSQUES

LES inspirations **ÉCO**

**AUTO EXPO 2014**

## L'AUTOMOBILE SORT DE L'OMBRE



**FOCUS SUR LE MARCHÉ | NOUVEAUTÉS 2014**  
FINANCEMENT, ASSURANCE, TENDANCES, TECHNOLOGIES

**+ GUIDE D'ACHAT COMPLET**

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : SAMIR CHAOUKI

HORS-SÉRIE - L'AUTOMOBILE SORT DE L'OMBRE - MAI 2014 - 25 DH

[www.leseco.ma](http://www.leseco.ma)



## ÉVOLUTION DES ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LE MAROC ET LE TCHAD (EN MILLIERS DE DH)

	2009	2010	2011	2012	ÉVOL. MOY. 09/12	JAN. DÉC. 12	JAN. DÉC. 13	ÉVOL. 13/12
Importations	91	27	20147	8178	24796%	8178	119	-98,54%
Part dans les importations globales (%)	0	0	0	0	-	0	0	-
Exportations	126379	53525	30947	34301	-29,66%	34301	50049	45,91%
Part dans les exportations globales (%)	0	0	0	0	-	0	0	-
Solde	126288	53498	10801	26122	1,47%	26122	49930	91,14%

SOURCE : OFFICE DES CHANGES

FICHE PAYS  
TCHAD

## Taille

11 millions de consommateurs potentiels

## Monnaie

Fcfa

## PIB

13,5 MMUSD

## Croissance PIB

10,5% en 2013, 3,9% en 2014 (Prev.)

## Région économique

Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC)

## Doing Business 2014 :

189<sup>e</sup> mondial sur 189 pays (189<sup>e</sup> au DB2013)

# Au Tchad, le pétrole est toujours roi

● L'or noir devrait permettre à ce pays d'Afrique centrale de booster sa croissance à 10,5% pour 2014. Le secteur pèse 20% du PIB national. La relance de la productivité agricole ainsi que les investissements dans les infrastructures devraient soutenir cette tendance.



Avec un chiffre à envier de 10,5% de croissance pour cette année - contre 3,9% en 2013 - le Tchad est en train de réussir un exceptionnel bond en avant. La machine repart en trombe grâce aux hydrocarbures principalement. Coface prévoit en effet une hausse importante du PIB pétrolier - qui pèse 20% du taux national - sur l'année en cours et celle à venir. La relance de plusieurs projets et l'entrée en production de nouveaux sites, exploités principalement par les géants chinois et canadiens CNPC et Griffiths. «La production d'or noir pourrait être portée

de 105.700 barils/jours en 2013 à respectivement 148.500 puis 186.600 b/j», projette-t-on auprès des économistes de l'assureur-risques. L'or noir a toutefois

son lot d'instabilité. La forte dépendance qui caractérise l'économie tchadienne au pétrole, rend cette dernière très vulnérable aux chocs endogènes produits par les fluctuations du cours du brut sur les marchés internationaux. «Cette dépendance restera forte dans les années à venir même si la production est appelée à diminuer progressivement après 2015 en l'absence de nouvelles découvertes». Pour avoir une idée sur l'importance stratégique de ce secteur, il faut savoir qu'il est actuellement à l'origine de 74% des recettes budgétaires de l'État et constitue près de 90% des exportations de marchandises.

### Diversification

Le pétrole ne sera toutefois pas le seul facteur de la dynamique



**Le pétrole ne sera toutefois pas le seul facteur de la dynamique croissante de l'économie tchadienne. Le secteur agricole, qui pèse près de 23% du PIB, devrait reprendre des couleurs cette année.**

croissante de l'économie tchadienne. Le secteur agricole, par ailleurs, devrait reprendre des couleurs cette année, après avoir «retrouvé son niveau tendanciel en 2013, suite à une récolte exceptionnelle l'année précédente». Il faut savoir que l'agriculture pèse près de 23% du PIB, y compris le bétail et la sylviculture. Les investissements dans le secteur des infrastructures devraient également se poursuivre pour donner du souffle aux secteurs du BTP. Le pays a également renforcé son offre énergétique avec la mise en service de la nouvelle station électrique de la raffinerie de Djermaya, une aubaine pour les industriels. Quant aux services, la dynamique est surtout portée par le commerce, les télécommunications et le secteur bancaire. Sur un volet purement macro, l'inflation a connu un léger recul en 2013 au grand bonheur des ménages, mais devrait être dans la moyenne régionale qui est de 3% à fin 2014. ●

## Risque pays

**Une situation politique stable dans un environnement régional plus volatil :** Depuis la fin de la guerre civile au début de 2010, le pays est entré dans une période de stabilité politique relative. Le président Idriss Déby, réélu en avril 2011, lors d'un scrutin boycotté par les principaux candidats de l'opposition, dispose d'une large majorité à l'Assemblée nationale et tient fermement les rênes du pouvoir. Cette stabilité retrouvée reste néanmoins fragile en raison des tensions religieuses et sociales et une tentative de coup d'État aurait été déjouée en mai 2013 par les autorités. En outre, si les relations avec le Soudan se sont améliorées depuis la signature de l'accord de paix avec ce pays en janvier 2010, privant du même coup la rébellion tchadienne de ses bases arrières, la situation sécuritaire régionale s'est détériorée. Le Tchad a d'ailleurs accru son influence dans ce contexte, participant activement aux efforts entrepris pour rétablir l'ordre au Mali, en République centrafricaine et contrecarrer les menaces émanant du sud de la Libye.





BILLET

**Thierry Ekouti,**  
Dir. pub - Le Quotidien de  
l'Économie (Cameroun)

## Agriculture et sécurité

« L'année de l'agriculture et de la sécurité alimentaire ». Tel est le thème du sommet des chefs d'États et de gouvernements de l'Union africaine qui vient de se tenir à Malabo en Guinée équatoriale. Ce sommet intervient dans un contexte marqué par les difficultés que rencontre le continent africain pour nourrir ses populations, mais l'ombre de l'insécurité a plané sur ces travaux : les chefs d'États, à l'instar de Paul Biya du Cameroun s'étant focalisés sur la menace terroriste qui devient de plus en plus inquiétante dans certains pays du continent. Le moins que l'on puisse dire est que le thème général retenu pour ces travaux, qui porte sur l'agriculture, représente en lui-même un moyen de lutte contre l'insécurité et le terrorisme. Dès lors, pour lutter contre l'enracinement de ces maux, le continent devrait développer davantage son agriculture. Cela passe par quelques mesures parmi lesquelles le développement de programmes d'incitation des jeunes gens à s'intéresser au travail de la terre, en lieu et place de la tendance actuelle qui veut que tout le monde veuille précisément s'en détourner. Il faudrait aussi, comme on le voit ailleurs, que les États africains accompagnent ceux qui ont choisi de faire l'agriculture à travers notamment des subventions qui les rendraient plus compétitifs. Le développement de la recherche est aussi un maillon à ne pas négliger car celle-ci devrait permettre de mettre sur pied de nouvelles variétés de semences capables de résister aux parasites et garantir une forte production. ●

# Mouvement de grève à la Société générale

● Les employés de la filiale camerounaise de la multinationale française demandent le départ de l'administrateur-directeur général, Jean Philippe Guillaume.

Le 25 juin dernier, la Société générale Cameroun (SG Cameroun - filiale de la banque française Société générale) a été paralysée par un mouvement de grève qui a touché aussi bien la direction générale que les différentes agences situées sur l'étendue du territoire. Ce débrayage a connu un retentissement particulier dans la mesure où il a été déclenché au moment où les fonctionnaires et agents de l'État passaient aux guichets des banques pour toucher leurs salaires. Comme l'on pouvait s'en douter, l'absence de services a provoqué une vive tension dans les rangs des clients de cet établissement bancaire qui est l'un des plus importants du pays. À Yaoundé par exemple, les clients de la banque ont manifesté leur mécontentement en érigeant des barricades sur la voie publique. Il a fallu l'intervention des forces du maintien de l'ordre pour contenir les esprits surchauffés et éviter que les protestations ne prennent des proportions plus importantes. Pourtant, ce mouvement de grève n'aura pas été une surprise. En effet, un préavis de grève datant du 19 juin 2014 mettait déjà en garde la direction générale de l'entreprise sur l'imminence de cet arrêt de travail. Dans ce préavis largement relayé par la presse camerounaise, les employés de cet établissement demandent principalement le départ pur et simple de l'administrateur-directeur général, Jean Philippe Guillaume, un citoyen français arrivé à la tête de la banque il y a à peine deux ans et demi. Ce dernier est accusé de tenir des « propos irrévérencieux, insultants voire dénigrants vis-à-vis des représentants sociaux et des institutions de la République, notamment envers la justice et les autorités publiques ». Il lui est également reproché un « harcèlement moral » et du chantage à l'égard des employés chaque fois que ceux-ci dénoncent une mauvaise décision. « Si vous insistez, le groupe Société générale va vendre sa filiale camerounaise, comme cela a été le cas en Égypte et



● Un préavis de grève datant du 19 juin 2014 mettait déjà en garde la direction générale de l'entreprise sur l'imminence d'un arrêt de travail.

j'irai tranquillement continuer ma carrière en France», aurait par exemple menacé Jean Philippe Guillaume. Joint au téléphone, ce dernier n'a pas souhaité commenter les accusations dont il fait l'objet de la part de ses collaborateurs, du moment que les deux parties sont sur une table du dialogue, sous la hou-

**La banque compte  
quelque 150.000  
clients et emploie  
605 collaborateurs.**

lette du ministère du Travail. Cependant, Sylviane Moudeke, le responsable de la communication rejette ces accusations : « Il n'a jamais été question de fermer la filiale camerounaise de la Société générale, dit-elle. C'est une entreprise dirigée par des Camerounais, même si son directeur général est français. Personne n'a intérêt à ce que l'entreprise soit fermée ». En outre, les travailleurs dénoncent le licenciement « abusif » d'un de leurs collègues, ainsi que la suppression de certaines primes qui leur étaient versées jusque-là... Vendredi dernier, la direction générale de SG Cameroun a publié un communiqué indiquant que les parties étaient parvenues

à un « protocole de conciliation avec la levée du mot d'ordre de grève ». Une information rapidement remise en question par les grévistes. Un des délégués du personnel contacté par « Le quotidien de l'économie » indiquant que « le mot d'ordre de grève reste maintenu parce qu'on n'a pas trouvé un terrain d'entente », et d'ajouter que seuls trois délégués du personnel sur les dix qui compte la banque, ont signé le protocole de conciliation dont parle l'établissement. Sur le terrain, le travail avait timidement repris le vendredi 27 juin dans certaines agences de la ville de Douala par exemple. Présente au Cameroun depuis 1963, la Société générale, à travers sa filiale SG Cameroun (autrefois appelée Société générale de banque au Cameroun - SGBC) emploie 605 collaborateurs travaillant dans les 29 agences réparties sur l'étendue du territoire national. La banque qui compte à ce jour quelque 150.000 clients. Dans une interview en 2013, son administrateur-directeur général indiquait que l'établissement est le premier contributeur au Cameroun en termes de financement bancaire, revendiquant entre 22% et 23% de parts de marché. ●

PAR JULIEN CHONGWANG  
Le Quotidien de l'Économie -  
Douala - Cameroun